

“Il faut des cours d’arabe à l’école”

Entretien par Raphaël Meulders et Mathieu Colleyn

• Selon Olivier Willocx, de Beci, Bruxelles va devoir réhabiliter son image suite à la menace terroriste.

• “Bruxelles a intérêt à s’inspirer du modèle d’intégration flamand”, dit-il.

• D’après lui, la discrimination à l’embauche est aussi le fait des personnes issues de l’immigration.

“Un compromis pour délaissier Molenbeek”

L’unité nationale face aux menaces n’a pas tenu très longtemps. La N-VA a rapidement ciblé Molenbeek, et “l’islamo-socialisme”. Cette communication est-elle néfaste pour Bruxelles ?

Peut-être, mais on ne peut pas rendre la N-VA coupable d’une situation, alors qu’elle n’était pas au pouvoir. Selon moi, il y a eu un compromis politique pour ne pas s’occuper de Molenbeek. Dans les années 80, la gauche a voulu maintenir de l’emploi ouvrier dans une ville où elle était historiquement minoritaire. Les libéraux étaient contents de pouvoir s’éloigner du centre et de laisser les jeunes issus de l’immigration dans leurs écoles. Certains, sans le cacher, avaient intérêt à ce que l’ascenseur social soit bloqué. Contrairement à Elio Di Rupo, qui a eu faim et est soucieux de cette progression sociale, Philippe Moureaux vient de la bourgeoisie bruxelloise. C’est un marxiste pour qui le “Grand Soir” viendra quand l’implosion sociale aura lieu. Cette opposition entre socialistes a marqué la gestion de Bruxelles.

Philippe Moureaux a-t-il pactisé avec les islamistes, selon vous ?

Cela a peut-être été sa dérive, mais cela n’a pas été sa finalité. La gestion libérale de certaines communes a été aussi catastrophique pour les populations d’origine immigrée. Dans les années 90, on a délibérément fermé des écoles “pour que les étrangers partent de la commune”. Longtemps, on a relégué les jeunes d’origine étrangère en enseignement professionnel et technique, pour “sauver notre enseignement général”. Certaines écoles à Uccle ont refusé la médiation scolaire et c’est de la discrimination. Tous les partis ont

participé à cela. On en paie les pots cassés.

On pointe souvent le problème de la discrimination à l’embauche. Les entreprises n’ont-elles pas leurs responsabilités ?

La discrimination existe et elle n’est pas le fait unique de Belges de souche. Aujourd’hui, nous avons des problèmes avec des travailleurs d’origine étrangère qui refusent d’engager des travailleurs d’autres origines que la leur. Or, à Bruxelles, une entreprise sur deux est créée par une personne d’origine étrangère. On dit aussi qu’à diplôme égal, on engage plus facilement un Flamand qu’un francophone. Mais si les diplômes sont égaux sur le papier, la reconnaissance par les entreprises n’est pas égale. Pour certaines formations, un Flamand maîtrise quasiment trois langues, alors que l’autre parle à peine le français.

Comment sort-on de cette impasse ?

Les francophones doivent arrêter de se chercher sur la multiculturalité. La Flandre “performe” nettement mieux dans son intégration par le travail que Bruxelles ou la Wallonie. Les écoles flamandes interdisent de parler en français dans la cour de récréation, là où les francophones vont laisser les petits Turcs parler entre eux dans leur langue. Bruxelles a perdu dix ans à cause d’idées dogmatiques sur le parcours d’intégration. A Bruxelles, on trouve déjà stigmatisant d’inviter les étrangers à des cours de français. En Flandre, on les oblige et les immigrés s’intègrent beaucoup plus facilement.

Ce qui est aussi plus facile, c’est que la Flandre est quasi en situation de plein-emploi...

Je ne suis pas d’accord. Bruxelles a créé, sur les cinq dernières années, 50 000 emplois. Je rencontre des patrons tous les jours qui se plaignent de ne pas trouver de main-d’œuvre car on a un énorme problème entre l’adéquation de l’offre et de la demande. Mais c’est vrai qu’on doit aussi mieux communiquer sur les besoins des entreprises d’ici cinq à dix ans.

Que doit-on faire pour que ce vivre ensemble devienne une réalité ?

Tout d’abord, il va falloir que la pression descende un peu, que les gens se regardent à nouveau dans les yeux. Il faut aussi que certains jeunes s’acceptent mieux dans la société. On doit envisager des cours d’arabe dans les écoles à Bruxelles. C’est une très belle langue et cela permettrait que l’arabe, en termes d’identification, ne se vive pas uniquement en tant que religion. Quand des jeunes me disent qu’ils sont honnêtes “parce qu’ils sont musulmans”, on a un problème. En plus, les employeurs ne trouvent pas facilement d’arabophones chez Actiris, car la plupart des immigrés à Bruxelles ne connaissent pas cet arabe classique. On éviterait aussi les questions de déni et on ouvrirait les horizons aux Belgo-Belges.

Il faut aussi miser sur de meilleures formations. Que peuvent faire les entreprises ?

Il est clair que les opérateurs publics ne peuvent pas tout faire, même si 95 % des formations sont déjà réalisées dans les entreprises. On a vraiment plein de talents qui ne s’épanouissent pas dans notre système scolaire vieillot. Il faut que l’ascenseur social fonctionne le mieux possible et détruire cette barrière territoriale qui sépare les deux côtés du canal à Bruxelles. Quand je vois que des jeunes filles de Molenbeek, brillantes et bilingues, refusent de travailler chez Beci, “car l’avenue Louise, c’est trop loin”, je me dis qu’on est mal partis...

Olivier Willocx

A chaque élection, nombreux sont ceux qui, dans le microcosme politique bruxellois, l'imaginent figurer en bonne place sur les listes du Mouvement réformateur. Il n'en fut jamais rien. Olivier Willocx – 50 ans en 2016 – semble toujours préférer son rôle de représentant des entreprises de la capitale. Comme administrateur délégué de Beci, la fédération des entreprises bruxelloises, il jouit d'une

forme d'indépendance qui lui permet parfois de "se lâcher", non sans susciter l'une ou l'autre crispation. On peut dire sans se tromper qu'il est une des "grandes gueules" de la capitale. On le lira ci-contre, sa réflexion embrasse la problématique bruxelloise de manière globale. Chômage des jeunes, enseignement, formation, social, politique, économie... Olivier Willocx a son avis sur tout. Quitte à agacer.

Sorti de l'école Decroly au cœur des années 80, cet Uclois petit-fils d'Albert Coppé, ancien commissaire européen, obtient un diplôme en sciences économiques à l'ULB en 1990. Il complètera sa formation par un master en droit européen à Amsterdam. Il se

frotte au monde politique dès 1995 en entrant au cabinet du libre penseur libéral Hervé Hasquin, alors ministre de l'Aménagement à la Région de Bruxelles-Capitale. Cet épisode fut bref puisqu'il se termina en 1997. On retrouve Olivier Willocx en 2000 quand il est nommé directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Bruxelles. C'est lui qui, sept ans plus tard, mènera la fusion de l'institution avec l'Union des entreprises de Bruxelles pour former Brussels Enterprises, Commerce and Industry (Beci). Olivier Willocx est également juge à la cour du travail de Bruxelles (instance d'appel). Il avait été juge au tribunal du travail entre 2006 et 2010.

“La France a détourné l'attention sur nous”

Face à la menace terroriste à Bruxelles, le gouvernement a-t-il eu raison de fermer les métros, écoles et commerces ?

Parfois c'est mieux de prendre des mesures avant qu'il n'y ait des attentats, plutôt que d'en prendre après. Y avait-il un réel risque ? Je ne suis pas intellectuellement en capacité de donner une opinion. Selon moi, les écoles n'ont jamais été menacées, mais le niveau d'angoisse a monté et il a fallu rassurer.

L'image de Bruxelles a été solidement écornée auprès des médias étrangers. Comment la réhabiliter ?

Il est clair qu'on a fait le tour des télévisions et que ce n'est pas une situation facile à gérer. En plus, les Français ont essayé de détourner l'attention vers nous... Nous avons eu pas mal de volumes d'activités rapatriés depuis Paris à Bruxelles juste après les attentats. Et puis les projecteurs se sont focalisés sur nous.

Vous parleriez d'une petite guerre économique entre la France et la Belgique ?

Non mais la France a essayé d'expliquer que l'ennemi était à l'extérieur. L'idée de François Hollande était ainsi de créer l'union sacrée française. Cela ne résout

rien, car les terroristes sont passés sous la zone de radar de tout le monde. La France, sous besoin de cohésion, et sans doute aussi pour préserver sa communauté musulmane, s'est bien empressée de remettre la faute à l'extérieur. On s'est retrouvé avec le bébé.

-20%

ACTIVITÉS RÉDUITES

Selon Beci, l'activité économique a connu une perte de 20 % mardi à Bruxelles suite à la menace.

Comment est ce qu'on rassure les investisseurs ? Avec une grande campagne de communication ?

Si on lance maintenant une grande campagne du style : "la Belgique est un beau pays, etc.", cela ne marchera pas.

Il faut une période de latence, puis revenir progressivement dans la réalité. Ici, on n'a pas la résilience parisienne puisque aucun attentat n'a eu lieu à Bruxelles. Les Belges ont compris, via les réseaux sociaux, que l'humour était la meilleure solution pour sortir d'une période de tension. C'est notre surréalisme à la belge qui nous aidera et pas des campagnes de communication. On a eu quelques signaux négatifs venus de l'étranger, concernant le business à Bruxelles. Le plus important pour garder les investisseurs sera la gestion de la sortie de crise. Dans une semaine, si on arrive à démanteler le réseau, on aura peut-être les félicitations du monde entier.

Y a-t-il eu des désinvestissements à Bruxelles durant cette période de fermeture ?

Pas au sens premier du terme, mais il va falloir qu'on défende notre "bifteck". L'image de Bruxelles, avec tous ces militaires, cela donne l'idée d'une ville en état de siège, voire d'un coup d'Etat. Était-il vraiment utile de mettre de gros blindés, inutilisables en ville, en plein centre ? C'était une petite démonstration de force, notamment voulue par la N-VA. Mais si on montre qu'on a pu éviter des attentats, comme à Paris ou Londres, Bruxelles sera considérée comme une ville plus sûre qu'ailleurs. Un statut dont il ne faudra pas trop se vanter, car on deviendrait aussi une cible de choix.

Réaction

“Le coup de pied au cul”

Pour Thierry Willemarck, le président de Beci, certains jeunes issus de l'immigration “méritaient un coup de pied au cul”. Selon Olivier Willocx, “c'était une maladresse, mais cela nous a permis d'avancer beaucoup plus vite sur le sujet. Beaucoup de personnes issues de l'immigration nous ont dit qu'il avait raison, mais que ce n'était pas à lui de le dire”.

Épingle

“Pas de boycott”

Export. Beaucoup de voix s'élèvent pour limiter les échanges, voire boycotter économiquement l'Arabie Saoudite, suspectée de

financer le radicalisme. “Ce n'est pas la Belgique à elle toute seule qui va changer quelque chose”, explique Olivier Willocx, qui plaide pour une position européenne sur le sujet. L'Afrique du Sud a plié parce que tout le monde l'a boycottée, rappelle-t-il. Mais si je dois encore faire du

commerce demain avec ceux que tout le monde estime acceptables éthiquement, je ne sais pas avec qui je travaille encore. Dites-moi le taux de chômage que vous êtes prêts à accepter et je vous dirai les pays sur lesquels on peut mettre des sanctions. On peut aussi boycotter les Etats-Unis,

puisque certains Etats y appliquent la peine de mort”, ironise-t-il. “L'émancipation de la femme dans certains pays passera par sa place dans l'entreprise. Il faut soutenir ces femmes et pas couper les ponts.”